

# RE-ELECT ANTHONY HOUSEFATHER MP FOR MOUNT ROYAL



ANTHONY SPEAKING AT THE QCGN AWARD CEREMONY

## ANTHONY'S RECORD ON ENGLISH-SPEAKING ISSUES

Anthony has spent his entire political life devoted to the protection of minorities. As your Member of Parliament, he will never shirk in defense of the rights of both official language communities and will continue to work with the Quebec Community Groups Network (QCGN) and other English language organizations in Quebec to support their important work.

- In his early 20s, Anthony drafted a resolution that was adopted by the National Liberal convention calling for the removal of the notwithstanding clause from the Canadian Charter of Rights and Freedoms. He continues to oppose the use of the notwithstanding clause in all cases.
- As President of Alliance Quebec, he fought for English language health and social services, improved access to English schools and access to jobs, to help with retention rates for English-speaking youth.
- As a Councillor, he led the fight against forced mergers and the adoption of Bill 171 which changed the criteria for municipal bilingual status from majority non-francophone to majority mother-tongue English speaking.
- As Mayor of Cote Saint-Luc, he led a coalition of municipalities from across the province to stop the PQ Government from removing their bilingual status in 2013 and also led the fight against the Charter of Values.

### Anthony has made important contributions to minority language rights in the House of Commons and Parliamentary Committees since he was elected in 2015.

- He recently joined English language community organizations in expressing deep concern about Quebec's proposed Bill 96 and proposed amendments to a Bloc Quebecois motion asking the House to recognize that Quebec is proposing to amend its own constitution under provincial Bill 96. You can hear his speech here:
- He participated in the House of Commons emergency debate on the future of French in Montreal and was the only member from any party to deliver half of his speech in English, focusing on the needs of both Quebec's English and French speaking communities. Listen to his speech on Facebook, scan the code below.



- Anthony and the Liberal caucus recently voted against bills proposing to apply Bill 101 to federally regulated businesses and requiring anyone living in Quebec to speak French before becoming a citizen as opposed to speaking either English or French as is currently the case. Both of these bills were supported by the Bloc and the Conservatives.

- As Chairman of the Standing Committee on Justice and Human Rights, he recommended reinstating the Court Challenges Program, restoring the ability of minority language communities to be funded to challenge laws that they believe violate language rights. He recommended changes to ensure access to justice be more available in English in Quebec and in French in the rest of Canada. He also proposed amendments to the Divorce Act that were adopted, allowing divorce proceedings to be done entirely in either official language across Canada.
- As a Member of the Canadian Heritage Committee, he proposed 7 amendments to the Broadcasting Act, vastly improving the rights of minority language communities, including creators of English content in Quebec.
- Anthony continues to be an outspoken member on the minority language caucus committee, working to ensure all federal legislation considers minority language communities, including the new proposed changes to the Official Languages Act.



ANTHONY CONSISTENTLY CONVEYS THE CONCERNS OF THE ENGLISH-SPEAKING COMMUNITY TO PRIME MINISTER TRUDEAU AND CABINET

He has defended  
**YOUR RIGHTS** for  
over 20 years and  
will never stop doing so!

Please Contact Anthony at [info@housefather.ca](mailto:info@housefather.ca) or 514-375-6193

# RÉÉLISEZ ANTHONY HOUSEFATHER COMME DÉPUTÉ DE MONT-ROYAL



ANTHONY INTERVIENT LORS DE LA SOIRÉE DE REMISE DES PRIX DU QCGN

## LE TRAVAIL D'ANTHONY SUR LES ENJEUX CONCERNANT LA COMMUNAUTÉ D'EXPRESSION ANGLAISE

En tant que votre député, Anthony ne se dérobera jamais à la défense des droits des deux communautés de langue officielle, et il continuera de travailler avec le Quebec Community Groups Network (QCGN) et d'autres organismes servant les personnes d'expression Anglaise du Québec pour appuyer leur important travail. Anthony a consacré toute sa vie politique à la protection des minorités.

- Au début de la vingtaine, il a rédigé une résolution qui a été adoptée par le Congrès libéral national qui demanda la suppression de la disposition de dérogation de la Charte canadienne des droits et libertés. Anthony continue de s'opposer au recours à la disposition de dérogation dans tous les cas.

- En tant que président d'Alliance Québec, il s'est battu pour l'accès aux services sociaux et de santé en anglais, pour l'amélioration de l'accès aux écoles anglaises et pour l'accès aux emplois, y compris dans le secteur public, afin d'aider à maintenir en poste les jeunes personnes d'expression anglaise.
- En tant que conseiller municipal, il a mené la lutte contre les fusions forcées et l'adoption du projet de loi 171, qui a fait passer les critères de bilinguisme municipal de la majorité non francophone à la majorité de langue maternelle anglaise.
- À titre de maire de Côte Saint-Luc, il a dirigé une coalition de municipalités de partout dans la province pour empêcher le gouvernement péquiste de retirer leur statut bilingue en 2013 et a aussi mené la lutte contre la Charte des valeurs.

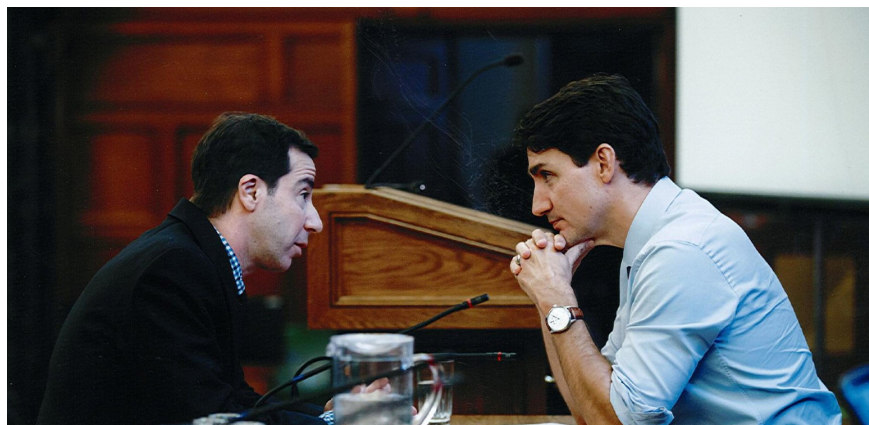
**Anthony a été élu pour la première fois député libéral de Mont-Royal en 2015 et a apporté d'importantes contributions aux droits linguistiques des minorités à la Chambre des communes et aux comités parlementaires.**

- Au cours des derniers mois, Anthony s'est joint à des organismes communautaires représentant les personnes d'expression anglaise pour exprimer de vives inquiétudes au sujet du projet de loi 96 du Québec. Il a proposé des amendements à une motion du Bloc québécois demandant à la Chambre de reconnaître que le Québec propose de modifier sa propre Constitution en vertu du projet de la loi provincial 96. Pour écouter son discours, scannez ici

- Anthony a également participé au débat d'urgence de la Chambre des communes sur l'avenir du français à Montréal et a été le seul député de quelque parti que ce soit à prononcer la moitié de son discours en anglais, en mettant l'accent sur les besoins de la communauté d'expression anglaise du Québec et de la communauté francophone. Pour écouter son discours sur Facebook, scannez ici.



- À la Chambre, Anthony et le caucus libéral ont voté contre des projets de loi proposant d'appliquer la loi 101 aux entreprises sous réglementation fédérale et d'exiger que toute personne vivant au Québec parle français avant de devenir citoyen, plutôt que de parler anglais ou français comme c'est le cas actuellement. Ces deux projets de loi ont été appuyés par le Bloc et les conservateurs.
- À titre de président du Comité permanent de la justice et des droits de la personne, il a recommandé de rétablir le Programme de contestation judiciaire, de rétablir la capacité des communautés linguistiques en situation minoritaire d'obtenir du financement pour contester des lois qui, selon elles, violent les droits linguistiques. Il a recommandé des changements pour que l'accès à la justice soit plus accessible en anglais au Québec et en français dans le reste du Canada. Il a proposé des modifications à la Loi sur le divorce qui ont été adoptées, permettant que les procédures de divorce se déroulent entièrement dans l'une ou l'autre des langues officielles au Canada.
- En tant que membre du Comité du patrimoine canadien, il a proposé sept modifications à la Loi sur la radiodiffusion, améliorant considérablement les droits des communautés linguistiques en situation minoritaire, y compris les créateurs de contenu anglais au Québec.
- Anthony continue d'être un membre franc du comité du caucus des minorités linguistiques, qui veille à ce que toutes les lois fédérales tiennent compte des communautés linguistiques minoritaires, y compris les nouvelles modifications proposées à la Loi sur les langues officielles.



ANTHONY COMMUNIQUE RÉGULIÈREMENT LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE AU PREMIER MINISTRE TRUDEAU ET AU CABINET.

Il défend **VOS DROITS**  
depuis plus de 20 ans et  
ne cessera jamais de le faire !

Autorisé par l'agent officiel d'Anthony Housefather

**Veillez contacter Anthony à [info@housefather.ca](mailto:info@housefather.ca) ou au 514-375-6193**